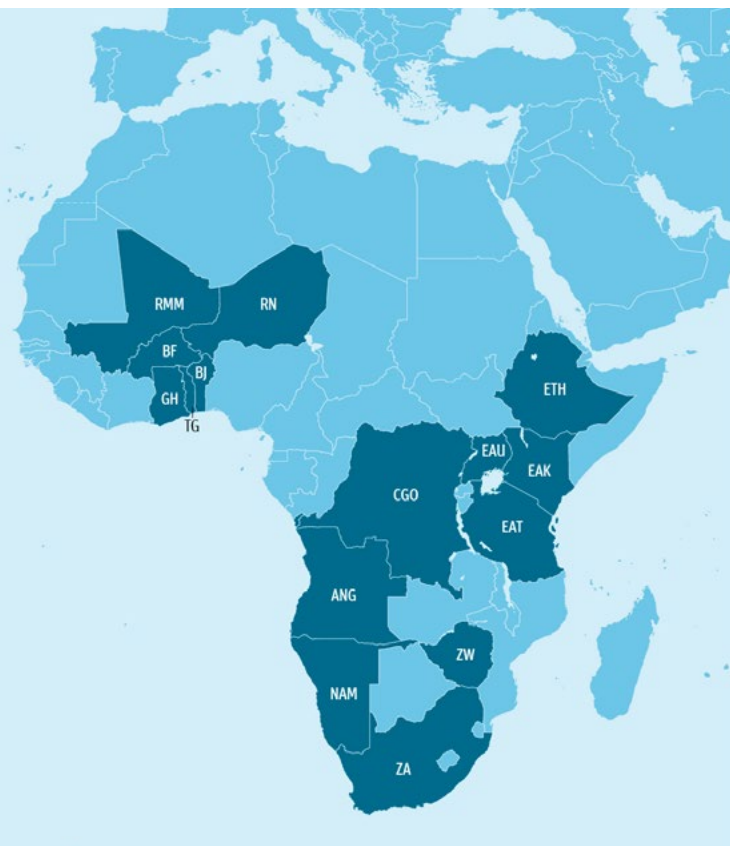


PAYS D'INTERVENTION

Les zones d'intervention de la Fondation Hanns Seidel dans la région se trouvent dans les pays suivants :

- ▶ L'Afrique du Sud (ZA)
- ▶ L'Angola (ANG)
- ▶ Le Bénin (BJ)
- ▶ Le Burkina Faso (BF)
- ▶ La République démocratique du Congo (CGO)
- ▶ L'Éthiopie (ETH)
- ▶ Le Ghana (GH)
- ▶ Le Kenya (EAK)
- ▶ Le Mali (RMM)
- ▶ La Namibie (NAM)
- ▶ Le Niger (RN)
- ▶ L'Ouganda (EAU)
- ▶ La Tanzanie (EAT)
- ▶ Le Togo (TG)



En savoir plus : www.hss.de

Créée en 1967, la Fondation Hanns Seidel est une fondation politique allemande proche du parti politique CSU, qui promeut l'éducation politique en Allemagne et à l'étranger « au service de la démocratie, de la paix et du développement ». Depuis plus de 40 ans, elle s'engage dans le domaine de la coopération au développement et mène actuellement 80 projets dans 55 pays dans le monde.

La mission des actions internationales de la Fondation Hanns Seidel basées sur les idéaux chrétiens-sociaux est de promouvoir des conditions de vie empreintes de dignité humaine et de contribuer au développement durable par la consolidation de la paix, de la démocratie et de l'économie sociale de marché. En coopération avec des partenaires locaux, nous réalisons des projets dans les domaines de la consultation politique et de l'éducation civique. Cependant l'autogestion et l'indépendance de nos partenaires sont d'une importance particulière.

Contact au siège :

Division V/3 : Afrique subsaharienne

Klaus Liepert

Tél. : +49 (0)89 1258-366

E-mail : liepert@hss.de

Fondation Hanns Seidel

Lazarettstr. 33, 80636 Munich, Allemagne

Mentions légales : Président : Markus Ferber, MPE | Secrétaire général : Oliver Jörg
Directrice de l'Institut : Dr. Susanne Luther | Responsable des relations publiques
et de la presse : Hubertus Klingsbögl
BNr : 0503-2001FR

AFRIQUE SUBSAHARIENNE



Fondation Hanns Seidel dans le monde



NOTRE PROGRAMME D'ACTION

La population de l'Afrique dépassera le seuil des deux milliards d'habitants en 2050. Bien qu'il y ait une croissance économique remarquable dans de nombreux pays africains, cela ne suffit pas à compenser la croissance démographique rapide. En outre, les déficits persistants dans le domaine de la démocratisation empêchent la population de participer réellement au progrès économique. Les institutions et les groupes d'intérêt sont toujours faibles et les organes de l'État ne servent souvent qu'à maintenir l'élite politique au pouvoir. Au cours des dernières années, cela a entraîné une forte pression migratoire, qui a également déclenché de fortes réactions politiques dans de nombreux pays européens.

Une politique de développement durable qui répond aux besoins de la population africaine est attendue – de l'Europe en particulier. Et ceci non seulement en faveur des intérêts européens de politique étrangère et de sécurité mais sur la base d'un partenariat d'égal à égal. Ainsi, l'accent de nos actions doit être mis sur la promotion d'initiatives proprement africaines.

La revendication de structures démocratiques et de pratiques de bonne gouvernance par les institutions africaines gouvernementales ainsi que non-gouvernementales, constitue un aspect primordial pour nos activités. Mais cette démarche ne peut réussir que si elle s'accompagne d'un développement économique. L'intégration de l'économie, telle qu'elle a été exigée par la politique de développement allemande ces dernières années, devient donc de plus en plus pertinente.

Notre engagement a pour objectif premier de renforcer les droits démocratiques des sociétés civiles des pays africains par des mesures socio-politiques et de permettre aux organes de l'État de remplir leurs responsabilités démocratiques. Par

ces actions nous espérons contribuer à la résolution des obstacles politiques, économiques et sociaux sur le terrain et à la lutte contre la pauvreté.

ACTIVITÉS – EXEMPLES

L'**Afrique de l'Ouest**, en particulier le **Niger** et le **Burkina Faso**, a un rôle essentiel à jouer dans une politique qui cherche à lutter contre les causes de l'exode et à réduire la menace terroriste. L'un des principaux axes est la coopération avec la police dans toute l'Afrique de l'Ouest, dans le but de l'aider à passer d'un instrument de pouvoir présidentiel à une institution proche des citoyens.

En **République démocratique du Congo**, entre autres, des projets d'agroforesterie sont mis en place avec l'aide financière de la Commission Européenne, afin de promouvoir le développement agricole en même temps que la protection de la forêt tropicale. Tout comme dans d'autres zones d'interventions, des formations dans le domaine sociopolitique accompagnent les projets afin d'assurer une durabilité.

En **Afrique australe**, nous soutenons les structures de la société civile et l'autogestion communale. En **Afrique du Sud**, l'accent est mis principalement sur les conseils politiques prodigués aux membres du gouvernement, du parlement et d'autres institutions publiques sur les questions de sécurité et sociopolitiques. En outre, un appui est apporté à la police sud-africaine en matière de lutte contre la criminalité. En Afrique du Sud un volet de projet est consacré au suivi et à l'analyse des flux migratoires.

En **Tanzanie**, l'accent de nos activités est mis sur la promotion de la femme. Le renforcement spécifique des capacités soutient les femmes leaders actuelles et potentielles dans le milieu social, politique et économique.

Au **Kenya**, les mesures de lutte contre la corruption, les mesures de développement économique et la formation continue des multiplicateurs sociaux sont au centre du travail. Ce sont surtout les jeunes qui sont visés.

En **Angola** et en **Éthiopie**, qui connaissent une évolution démocratique positive, ce processus sera soutenu principalement dans le domaine du renforcement des structures décentralisées et de la promotion économique.

En outre, dans tous les pays partenaires, des fonds spéciaux du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) soutiennent des mesures sur la protection du climat et de l'environnement, ainsi que des mesures en matière de sécurité alimentaire en République démocratique du Congo.

AXES PRINCIPAUX DE NOS ACTIVITÉS

- ▶ Le renforcement des capacités de la société civile
- ▶ La promotion de structures administratives décentralisées, participatives et favorables à l'investissement
- ▶ La participation de la société civile au processus de prise de décision politique
- ▶ La politique de sécurité en Afrique australe
- ▶ Le suivi des flux migratoires
- ▶ La promotion de la participation politique des femmes
- ▶ L'appui au développement économique par la formation en gestion/management
- ▶ Le renforcement de la conscience environnementale de la population
- ▶ Soutien au développement et au renforcement des structures d'Etat de droit en Afrique de l'Ouest
- ▶ La lutte contre la corruption
- ▶ La protection du climat